

Été 1936 : que faire des « congés payés » ? Le témoignage de Benigno Cacérés, ouvrier-charpentier à l'été 1936

Comment la démocratie française a tenté de répondre aux crises des années 30 ?

Sur le site de l'EHNE :

<https://ehne.fr/fr/eduscol/terminale-g%C3%A9n%C3%A9rale/fragilit%C3%A9s-des-d%C3%A9mocraties-totalitarismes-et-seconde-guerre-mondiale-1929-1945/l%E2%80%99impact-de-la-crise-de-1929-d%C3%A9s%C3%A9quilibres-%C3%A9conomiques-et-sociaux/%C3%A9t%C3%A9-1936-que-faire-des-cong%C3%A9s-pay%C3%A9s#sommaire-archiver-que-faire-des-cong%C3%A9s-pay%C3%A9s-le-t%C3%A9moignage-de-benigno-cac%C3%A9r%C3%A9s-ouvrier-charpentier-l%C3%A9t%C3%A9-1936>

Objectifs

- Montrer quelle politique met en place le gouvernement du Front populaire dans les années 30.

Méthode

- Analyse du témoignage d'un ouvrier sur les premiers congés payés.

Quels niveaux ?

- niveau Troisième

Thème 1 « *L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)* »

Partie 2 « *Démocraties fragilisées et expériences totalitaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres* »

- niveau Terminale générale

Thème 1 « *Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)* »

Chapitre 1 « *L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux* »

PPO « Juin 1936 : les accords Matignon »

◆ Pour préparer la séquence

✓ Auteur

Benigno [également orthographié Bénigno] Cacérés est né à Toulouse en 1916 dans une famille espagnole émigrée en France avant la Première Guerre mondiale. Devenu orphelin de père, Benigno quitte l'école à 12 ans avec un certificat d'études en poche. Il effectue des « petits boulots » pour aider sa famille. Le besoin d'apprendre et le sens du travail bien fait le conduisent à devenir Compagnon du Devoir Charpentier. Il est reçu Compagnon du Devoir sous le nom de « Castellan-la-Fidélité ».

En 1941, il fait la rencontre de l'abbé René de Naurois, l'un des fondateurs de l'École des Cadres d'Uriage qui deviendra par la suite un grand résistant, qui lui demande de venir à l'École pour y parler de la condition ouvrière. Benigno Cacérés accepte et devient formateur permanent.

L'École des Cadres d'Uriage, voulue par le maréchal Pétain, fut fondée en septembre 1940. Le but de l'École était de renouveler les élites françaises après la défaite de juin 1940 dans le cadre de la « Révolution Nationale ». Dès février 1941, l'École subit des pressions de la part du régime. Au fur et à mesure de l'intensification de la politique collaborationniste, les formateurs et les élèves de l'école se détournent du Régime de Vichy. Par décret de décembre 1942, Pierre Laval ferme l'École des Cadres d'Uriage. Formateurs et élèves s'installent à *La Thébaïde*, une propriété dans la région de Saint-Antoine-l'Abbaye, dans la vallée de l'Isère au pied du Vercors, devenue leur quartier général. Ils y forment des « équipes volantes d'animation et d'informations », chargées de structurer les maquis. *La Thébaïde* dispose d'une importante bibliothèque et Benigno Cacérés en profite pour parfaire ses connaissances littéraires. Il prend pour nom de guerre « Mirouze ». Après l'attaque générale du Vercors et son encerclement par les troupes allemandes, « Mirouze » rejoint la région toulousaine et participe aux combats de la Libération dans le secteur de Castres.

Fin 1944, il participe à la création du mouvement d'éducation populaire « Peuple et Culture » ; mouvement d'éducation populaire fondé par des résistant(es) qui pendant l'occupation nazie dans le massif du Vercors avaient créé des « équipes volantes » allant de maquis en maquis pour former de jeunes résistants, la plupart ouvriers et paysans. Leur but à la Libération est de favoriser l'éducation

critique, l'ouverture culturelle et interculturelle et de promouvoir le droit à l'éducation permanente pour tous. L'Union nationale peuple et culture regroupe aujourd'hui 14 associations, une centaine de salariés et environ 5 000 adhérents.

La vie militante et professionnelle de Benigno Cacérès se confond alors largement avec celle de ce mouvement dont il devient le Secrétaire général puis le Président. Il publie avec la commission " Lecture ", dirigée par Geneviève Cacérès (son épouse), des fiches de lecture pour les animateurs, et il fait de nombreuses interventions dans les bibliothèques des entreprises et les bibliothèques publiques.

Parallèlement, il écrit et publie régulièrement, alternant romans, récits, nouvelles et ouvrages didactiques et se lance dans une carrière universitaire (Docteur en Sciences sociales en 1978). Sa thèse a le sens d'une conciliation réussie entre la culture ouvrière de ses origines, qu'il n'a jamais reniée, et la culture intellectuelle à laquelle il voulait que tous les ouvriers aient accès. En effet, il revendique tout au long de son existence le titre d'autodidacte et livre un combat sans fin contre la dichotomie établie par nos sociétés entre métiers manuels et intellectuels.

Il décède à Paris le 15 octobre 1991, à l'âge de 75 ans.

✓ Contexte du document

Ce témoignage est une archive orale conservée aux Archives départementales du Val de Marne (cote 14 Av 861-862) recueillie lors d'un entretien en 1976, Benigno Cacérès a alors 60 ans. Ces Archives départementales conservent aussi en série J (archives privées) les documents personnels de travail de Benigno (cote 533J).

Malgré une santé déclinante, Benigno a continué à militer jusqu'à la fin de sa vie. Il a aussi témoigné de son parcours atypique lors dans d'un entretien avec Jacques Chancel dans l'émission culturelle *Radioscopie* en 1981.

✓ Commentaire du document

Dans ce récit, des « premiers » congés payés, Benigno témoigne de la façon dont les classes populaires toulousaines ont profité de leur temps. Il s'agit, ici, non pas de s'offrir des loisirs ou un départ sur le littoral mais de découvrir à l'été 1936 l'idée du temps à soi, sans la soumission à une cadence de travail ou aux doléances du patron. Comme l'exprime Benigno Cacérès, les congés payés sont d'abord « 12 jours qui nous appartenaient ».

Il décrit que dans un second temps, notamment grâce à l'action de Léo Lagrange, des départs sont envisagés par les ouvriers car des billets de train à prix préférentiel sont imprimés et distribués.

Après de dures négociations avec les chemins de fer, il obtient les billets populaires de congés annuels à 40 % de réduction, des trains spéciaux à 60 % de réduction et des billets populaires de week-end à tarif réduit. Des hôteliers, des syndicats d'initiative, il obtient également des tarifs spéciaux pour les « congés payés » non seulement dans les hôtels mais encore sur les équipements sportifs et touristiques tels que les téléphériques. Mais, surtout, Léo Lagrange veut donner aux jeunes Français le goût du sport et de la vie en plein air, sans pour autant utiliser les méthodes en usage dans les pays totalitaires. Il encourage le développement des auberges de jeunesse, il organise la structuration des organisations de sport afin de mieux coordonner leurs actions et ainsi permettre que le sport ne soit plus réservé à une élite mais à la masse notamment en favorisant la création de terrains et d'infrastructures sportives en particulier dans les villes à forte densité ouvrière et aussi celles marquées par le chômage. Enfin, le ministère encourage la création de « clubs de loisirs », ancêtres des maisons de la jeunesse et de la culture.

✓ Portée du document

Ce document est le regard à posteriori d'un ouvrier charpentier toulousain, alors, âgé de 20 ans au moment des mesures du Front populaire. Son témoignage est aussi celui d'un homme issu de l'immigration espagnole aux origines modestes.

Au moment de l'enregistrement de ce témoignage, en 1976, Benigno a 60 ans, il est devenu un intellectuel-militant reconnu dans l'éducation populaire, il a publié trois ans auparavant un ouvrage aux éditions du Seuil : *Loisirs et travail du Moyen-âge à nos jours*.

ZOOM : La France des années 1930

Crise de 1929 en France : Si le pays semble tout d'abord épargné par la crise économique qui frappe les États-Unis dès 1929, il n'en va pas de même au cours des années suivantes. En septembre 1931, la France doit faire face à une baisse des prix et à un ralentissement de la production agricole et industrielle, ainsi qu'à un retour du déficit budgétaire. Mais la crise revêt un visage différent par rapport à d'autres pays. D'une part, elle s'est manifestée tardivement, car l'économie française aux structures archaïques fondées sur la petite entreprise, et la faiblesse des investissements étrangers ont permis à la France de demeurer un temps à l'abri du marasme, à la différence des grands pays industriels comme les États-Unis, l'Allemagne ou le Royaume-Uni qui pratiquent un capitalisme à grande échelle. En France, les décrets-lois (mesures gouvernementales qui ont valeur de lois sans avoir été pour autant approuvées par le Parlement) du président du Conseil Pierre Laval en juillet 1935 tentent de trouver une solution en réduisant notamment de 10% toutes les dépenses publiques pour relancer l'activité et les échanges sans avoir à dévaluer la monnaie. Mais cela n'atteindra ni l'un ni l'autre de ces objectifs. D'autre part, au lieu d'entraîner comme ailleurs une augmentation brutale du nombre de chômeurs et de la misère, la crise française se traduit par une paralysie progressive, mais tout aussi grave, de l'activité économique ; paralysie qui se prolonge jusqu'en 1939 alors que les autres pays connaissent une certaine reprise.

Malgré tous les efforts déployés par l'État, la plupart des catégories socioprofessionnelles sont touchées et voient leurs revenus s'effondrer, tandis que le chômage augmente (273 000 chômeurs en 1932, 340 000 en 1934). Le milieu ouvrier est particulièrement atteint, l'industrie étant singulièrement touchée, le sous-emploi concerne en réalité plus d'un million de personnes et la xénophobie ouvrière est alors réactivée. Le chômage, les faillites et les saisies créent un climat d'incertitude sociale qui va contribuer à la formation et à la victoire électorale du Front populaire.

Front populaire : une coalition des partis de gauche (radicaux et socialistes), sort vainqueur des élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, générant au sein des classes populaires un véritable espoir de changement. Au début des années 1930, pourtant, cette union semble difficilement envisageable. Les gauches sont divisées depuis la naissance du Parti communiste, au Congrès de Tours de 1920, qui adopte d'abord une stratégie « classe contre classe ». Les socialistes de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et la Section française de l'Internationale communiste (SFIC, futur PCF) sont alors deux frères ennemis irréconciliables, tandis que le Parti radical se positionne plutôt au centre-droit.

Mais le contexte particulier du début des années 1930 avec la crise économique et la peur du fascisme vient venir bouleverser le paysage politique français. De ce fait, avec la bénédiction de Moscou, la France devient alors le laboratoire de la nouvelle stratégie communiste de lutte contre le fascisme, et les deux partis signent le 27 juillet 1934 un «pacte d'unité d'action antifasciste». Par la suite, c'est la pression de l'aile gauche du Parti radical, menée notamment par Édouard Daladier, qui convainc le leader radical Édouard Herriot d'accepter le rapprochement avec la SFIO et le PC. La nouvelle coalition établit alors un programme structuré autour du slogan «Pain, Paix, Liberté», destiné à défendre la démocratie contre le fascisme et à relancer l'économie française. Les promesses de relance par la consommation, de réduction du temps de travail hebdomadaire et de création d'un «fonds national de chômage» séduisent l'électorat. En 1935, les élections municipales et cantonales marquent une première victoire pour le Front populaire, consacrée par les élections législatives du 26 avril et du 3 mai 1936. Le Front populaire remporte alors 57% des suffrages exprimés au premier tour, et envoie au second 386 députés sur 608 siéger à la Chambre.

Le nouveau gouvernement est constitué au mois de juin, avec à sa tête le socialiste Léon Blum. Il s'agit du premier gouvernement à dominante socialiste de la IIIème République. Pour la première fois également, trois femmes sont nommées (Suzanne Lacore, Irène Joliot-Curie et Cécile Brunschvicg) aux secrétariats d'État, alors même que celles-ci n'ont toujours pas le droit de vote.

Le nouveau gouvernement va réaliser un vaste programme de réformes mais malgré les avancées sociales, la crise économique et les conflits internes au sein du gouvernement mettent fin à la politique réformatrice de Léon Blum, contraint de démissionner l'été suivant, le 20 juin 1937.

Accords Matignon : signés dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 entre le gouvernement (Léon Blum en personne), les délégués du patronat et les représentants syndicaux de la CGT. Ces accords portent essentiellement sur les relations collectives dans le monde du travail et constituent la première réalisation du programme du Front populaire. Ils prévoient deux types de mesures : – des mesures économiques : hausse des salaires (entre 7 et 15 %) ; – des mesures destinées à faire entrer la

démocratie dans l'entreprise : reconnaissance du droit syndical et mise en place de conventions collectives.

Mais si les accords de Matignon sont une première victoire, ils ne mettent pas fin aux grèves, qui s'étendent d'ailleurs à d'autres secteurs. Léon Blum, va alors mettre en place de grandes réformes législatives. Ainsi les lois du 11 et 12 juin imposent-elles la création des conventions collectives, l'abaissement de la durée légale du travail de 48 à 40 heures hebdomadaires et l'instauration de 15 jours de congés payés par an pour tous les salariés.

ZOOM sur quelques acteurs principaux.

Léo Lagrange : Né en 1900, avocat il avait débuté dans la politique en 1932 comme jeune député socialiste du Nord, précurseur dans la réflexion sur le temps libre, Léon Blum le nomme le 4 juin 1936 au sous-secrétariat des Loisirs et des Sports. L'éducation populaire était en régression, le domaine de la santé publique laissait à désirer, le sport, enfin, restait réservé à une élite. Lagrange pose les grands principes qui vont survivre jusqu'à aujourd'hui : « L'État doit être un guide pour l'utilisation des loisirs et pour le développement, sur le plan individuel et sur le plan social, de la santé et de la culture. » Il s'agit pour lui de faire en sorte que les loisirs qu'ont obtenus les salariés grâce à la semaine de 40 heures et à la loi sur les congés payés, soient utilisés le plus intelligemment et le plus sainement possible. Pour cela, il oriente son œuvre dans trois domaines principaux : les vacances et le plein air, les sports, la culture populaire. (cf. commentaires sur document)

En dix-neuf mois, sous plusieurs cabinets, Léo Lagrange accomplit une œuvre considérable. A la fin de l'expérience Front populaire, il poursuit son œuvre à la tête de l'Office du sport scolaire et universitaire et à la présidence du Centre laïque des auberges de jeunesse.

Il se range dans le camp des antimunichois, il soutient les thèses du colonel de Gaulle et est un partisan de l'effort d'armement.

Lorsque la guerre éclate, refusant de « se réserver pour la France », il s'engage à nouveau. Volontaire pour une mission de reconnaissance, il est grièvement blessé et meurt des suites de ses blessures le 10 juin 1940 à Avaux (Ardennes).

La Fédération qui porte son nom fut créée en 1950 par Pierre Mauroy.

Léon Blum : né en 1872 dans sa jeunesse, Léon Blum s'intéresse d'abord à la littérature, après avoir écrit dans de nombreuses revues, c'est l'affaire Dreyfus qui l'amène à la politique : résolument dreyfusard, il adhère en 1905 à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), et prend en charge la rubrique littéraire de l'Humanité. Réformé à cause de sa myopie pendant la Première Guerre mondiale, il est élu pour la première fois député en 1919. En 1920 lors du Congrès de Tours, il est un fervent opposant à tout alignement sur la politique de Moscou qui sera à l'origine de la scission de la SFIO.

Le 13 février 1936, alors que Léon Blum roule en voiture dans Paris, des militants d'extrême droite reconnaissent le dirigeant socialiste, il est sorti de force de la voiture, agressé et frappé. Il évite de justesse un lynchage grâce à des ouvriers d'un chantier voisin qui mettent le parlementaire blessé à l'abri. Les médecins constatent une rupture de la veine temporale. Léon Blum refuse de porter plainte, mais le Conseil des Ministres décide immédiatement la dissolution des mouvements d'extrême-droite.

A la suite des élections législatives du printemps 1936 et de la victoire du Front populaire, Léon Blum devient Président du Conseil. Il s'agit là du premier gouvernement à dominante socialiste de la IIIème République. Avec la crise économique et un contexte politique international qui s'aggrave, à l'approche de la guerre, il doit annoncer une « pause » dans ses réformes en février 1937. Son gouvernement est renversé par le Sénat à deux reprises en 1938 ; c'est la fin du Front Populaire.

Le 10 juillet 1940, Léon Blum fait partie des 80 parlementaires qui votent contre les pleins pouvoirs donnés au maréchal Pétain. Léon Blum est d'abord interné en septembre 1940. En février 1942 a lieu le procès de Riom, lors duquel il défendra le bilan du Front populaire. Resté prisonnier de Vichy, il est remis aux Allemands en avril 1943, et déporté au camp de Buchenwald. En 1945, sa compagne Jeanne l'y rejoint. Le couple rentre en France en mai 1945 et s'installe à Jouy-en-Josas.

Léon Blum dirige après la fin de la guerre le dernier gouvernement provisoire avant la IVème République, de décembre 1946 à janvier 1947. Il a alors pour mission de mettre en place les institutions de la future République, avec un gouvernement constitué uniquement de socialistes.

Il meurt d'un infarctus le 30 mars 1950.

ZOOM : sur les réalisations du Front populaire

Congés payés : Un mois après son arrivée au pouvoir, le Front populaire généralise les congés payés en France. La loi est votée à l'unanimité par les députés le 11 juin 1936 et promulguée le 20 juin 1936 (elle ne fait donc pas partie des Accords Matignon). Elle prescrit un minimum de deux semaines de congés par an pour tous les salariés français liés à leur employeur par un contrat de travail.

Jusqu'alors, les usines fermaient quinze jours en août, quand les propriétaires et les contremaîtres partaient sur la côte normande ou sur la Côte-d'Azur. Les deux semaines de salaires perdues imposaient aux familles d'ouvriers de se serrer encore plus la ceinture. Les congés payés avaient pourtant fait leur apparition avec un décret impérial du 9 novembre 1853 concernant les fonctionnaires (deux semaines). Au début du XX^{ème} siècle, les salariés du métro parisien, du gaz, de l'électricité, les employés de bureau et du commerce obtiennent une à trois semaines de repos. Les ouvriers du Livre les rejoignent dans les années 1920. A cette période, seul 1 % des ouvriers ont alors droit à des « vacances rémunérées ».

Ces fameux congés payés, qui constituent la plus symbolique des avancées sociales permises par le Front populaire, ne figurent même pas à son programme. Elle n'est pas non plus, une revendication ouvrière. En avril 1935, le cahier rédigé par les ouvriers de Renault ne cite quant à lui les « vacances payées » qu'au onzième rang, derrière un garage pour les bicyclettes. Enfin, le programme électoral du Rassemblement populaire, publié le 11 janvier 1936, comme les premiers textes de la CGT réunifiée, ne les mentionnent même pas. Et après les élections donnant la victoire au Front populaire, une délégation de la CGT, menée par son secrétaire général Léon Jouhaux, rencontre Léon Blum par trois fois, sans qu'on ne parle jamais des congés payés.

L'Allemagne impériale instaure les congés payés dès 1905, suivie en 1910 par l'Autriche- Hongrie et les pays scandinaves. Lors de la décennie suivante c'est au tour de l'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie) et du Sud (Espagne, Portugal, Grèce, et même l'Italie fasciste).

Avec le Front populaire, peu nombreux sont toutefois les salariés qui en profitent pour des départs à la mer, beaucoup leur préférant une brève partie de campagne. Malgré les billets de train à tarifs spéciaux et le développement des auberges de jeunesse, beaucoup de salariés n'ont ni le réflexe ni la possibilité financière de partir. En 1936, 600 000 salariés français seulement partent quelques jours ; ils seront 1,7 million l'année suivante...

Temps de travail : Pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle en Europe se met en place un appareil législatif qui fixe une durée maximale du temps de travail. Pourtant, en matière de temps de travail, il devient évident qu'il y a un décalage entre normes légales et durées effectives.

La réduction du temps de travail devient très tôt une revendication syndicale. La journée de douze heures donne lieu à de nombreuses luttes sociales dès les années 1830. A cette époque, on travaille quinze à dix-sept heures par jour. Les rapports médicaux révèlent que ces effroyables conditions de travail sont à l'origine d'une morbidité importante, en particulier chez les femmes et les enfants. Un décret de 1848 fixe, pour la première fois, la journée de travail à douze heures. Mais les libéraux condamnent l'intervention de l'État. Le patronat impose alors l'allongement de la durée du travail sous le Second Empire, alors que le pays s'industrialise de façon intensive.

La revendication des huit heures apparaît en 1864 au sein de la Première Internationale et sera popularisée en France par le parti ouvrier de Jules Guesde. Le congrès ouvrier socialiste, réuni en 1889 à Paris, décide d'inviter les travailleurs de tous les pays à organiser, chaque année, une journée revendicative internationale. La date en est fixée au 1^{er} mai avec l'objectif d'obtenir la réduction de la durée légale du travail à huit heures par jour.

La loi Millerand organise progressivement la transition vers la journée de dix heures. Le repos dominical obligatoire est acquis en 1906. La loi de 1919 institue la journée de huit heures, sur la base générale de six jours de travail par semaine. La législation sociale a surtout pour effet d'officialiser et de régulariser des pratiques déjà largement existantes.

En 1936, toutefois le Front populaire puis le puissant mouvement de grève avec occupations d'usines, imposent la semaine de quarante heures et l'instauration de deux semaines de congés payés. Le succès est considérable, à tel point que certains ont du mal à y croire. Le patronat ne décolère pas, il désavoue ses négociateurs et se réorganise sous l'égide de la Confédération générale du patronat français, ancêtre du CNPF et du MEDEF.

La désagrégation du Front populaire va conduire à une remise en cause de la loi des quarante heures. En 1938, Daladier promulgue un décret autorisant la semaine de quarante-huit heures pour

trois ans. Puis la semaine de soixante heures est généralisée, la durée du travail pouvant atteindre jusqu'à onze heures par jour.

Temps de loisirs : si le terme, loisir n'est pas inconnu au Moyen Âge, c'est seulement à partir du XVI^{ème} siècle qu'il désigne le temps que l'on peut librement aménager en dehors de ses activités habituelles. À partir du XVIII^{ème}, il est, au pluriel, synonyme d'occupations, de distractions durant ce temps. Mais au niveau de la religion il est toujours assimilé à de l'oisiveté donc condamnable.

La progression du temps libre est venue de la combinaison de trois processus historiques qui ont contribué à imposer l'idée d'une marche vers la société des loisirs. L'industrialisation, tout d'abord, qui favorise une rationalisation des usages du temps, fondée sur une plus grande séparation des temps sociaux, abolissant une certaine confusion jusque-là de l'espace domestique et de l'espace du travail ; l'urbanisation, qui favorise le développement de l'industrie de la culture de masse et du divertissement ; la démocratisation de l'accès aux loisirs, qui voit les classes populaires urbaines (ouvriers et employés) accéder à des distractions d'abord réservées aux élites, dans les domaines du sport, de la culture ou des vacances, notamment.

Ce temps libre est d'abord un temps vide qu'il faut occuper. Contrairement aux préjugés sur l'été 1936, les ouvriers qui partent ne s'aventurent qu'à quelques dizaines de kilomètres, le plus souvent à bicyclette, un moyen de locomotion ordinairement utilisé pour se rendre au travail. Pour la majorité d'entre eux, il s'agit de reprendre les distractions habituelles : « jouer à la belote » avec les copains, partir déjeuner en famille au bord de l'eau, aller danser au bal ou au café, comme on le faisait déjà parfois le dimanche. Comme l'évoque le témoignage, une partie des occupations consiste à réinvestir les savoirs faits acquis au travail. Benigno Cacérés passe donc une partie de ses vacances à bricoler pour son voisinage.

Il faut attendre l'été suivant pour voir les classes populaires s'aventurer plus loin, même si le nombre de départs reste limité. Les familles ouvrières séjournent à la mer alors que les loisirs à la montagne restent très élitaires. Cependant, les possibilités de séjour hors du logement se multiplient avec l'organisation croissante des loisirs.

Il est intéressant de constater que par la suite cette considération a connu une certaine postérité puisqu'il y aura un ministère du temps libre qui a fait partie entre 1981 et 1984 des trois gouvernements de Pierre Mauroy (avec comme ministre délégués : André Henry et Edwige Avice)

◆ Pour mener la séquence

• **en Troisième** : Thème 1 – « *L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)* », partie 2 « *Démocraties fragilisées et expériences totalitaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres* »

✓ Quelles notions travaillées ?

Ce document permet d'analyser l'impact des premiers congés payés dans la vie ouvrière. Le projet du Front populaire (la recherche du bien-être et du bonheur pour chaque individu) peut être mis en opposition aux projets des régimes totalitaires qui favorisent l'uniformisation des individus pour la gloire du chef.

✓ Quelles mises en activité ?

A quel moment ?	Activité	Compétences
Support d'étude principal	<p>Présenter le document : son auteur, la date des faits et la date de l'enregistrement du témoignage.</p> <p>Possibilité de couper le texte et d'utiliser en classe que le premier paragraphe pour trouver les acquis sociaux du Front populaire.</p> <p>Confronter le témoignage de cet ouvrier aux caricatures de R. Dubosc (cf document écho)</p>	<ul style="list-style-type: none">- Identifier le document et son point de vue particulier- Situer un fait dans une époque ou une période donnée- Croiser des sources pour identifier des points de vue différents

<p>Évaluation</p>	<p>Utiliser le dernier paragraphe à partir de « et bien, c'était le paradis... » pour faire situer les faits évoqués et expliquer les apports du Front populaire.</p> <p>Possibilité d'utiliser le témoignage dans son intégralité pour exploiter un texte plus long (comme dans le sujet de DNB de 2018 avec le témoignage de Simone Veil)</p>	<p>- Situer un fait dans une époque ou une période donnée</p> <p>- Mobiliser des connaissances pour analyser et comprendre des documents, des textes ou œuvres témoignant des principales organisations humaines du passé ou du présent.</p>
<p>Réinvestissement possible</p>	<p>Dans le chapitre sur La France défaite et occupée, croiser le témoignage de cet ouvrier décrivant avoir du temps pour soi au discours de Pétain sur le retour au travail et la fin de la décadence morale qui aurait menée à la défaite militaire de 1940.</p> <p>Évoquer le refus du vote des pleins pouvoirs à Pétain par Blum en 1940, la mort de Léo Lagrange, le procès de Riom en 1942 où les acquis du Front populaire sont écartelés. Montrer que certains acquis du Front populaire se retrouvent dans les idées de la Résistance.</p>	<p>- Croiser des sources pour identifier des points de vue différents</p>

• **en Terminale générale** : Thème 1 « *Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale. (1929-1945)* » - Chapitre 1 : « *L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux* » - Point de passage et d'ouverture « *Juin 1936 : les accords Matignon* »

✓ **Quelles notions travaillées ?**

Un basculement progressif vers une démocratie sociale dans laquelle l'État a un rôle économique et social renforcé.

✓ **Quelles mises en activité ?**

A quel moment ?	Activité	Compétences
<p>Support d'étude principal</p>	<p>Contextualisation en cours dialogué sur la crise de 1929 en France, le Front populaire, les Accords Matignon, le temps de travail et de loisirs.</p> <p>Un travail d'entraînement, par la suite, à l'analyse de document avec un questionnement permettant de guider les élèves vers la sélection d'éléments du témoignage qui attestent de la volonté du Front populaire de répondre aux aspirations du monde ouvrier.</p>	<p>- Initier au raisonnement historique visant à saisir au mieux les situations, les contextes et le jeu des acteurs individuels et collectifs.</p>

✓ Documents écho

- **Document n° 1 :** René Dubosc (1897-1964) est, avant 1940 un des principaux dessinateurs de *l'Humanité*, 1925 à 1939 et de *la Vie Ouvrière*, 1930 à 1939. Pour trouver en ligne ses dessins sur Gallica *Sac à malice : 250 dessins de R. Dubosc (1937)*
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b105361459/f19.item>

Notamment, la planche 9 *Méfaits des congés payés* où figure, par exemple, une vignette « Kiki, n'approche pas ces individus, tu vas attraper des puces ! »



- **Document n° 2 :** Témoignage de Léon Blum sur l'été 1936, lors du procès de Riom en 1942. *Le procès de Riom est organisé par le Régime de Vichy entre février et avril 1942, à la demande des Allemands, pour juger les hommes politiques de la République considérés comme responsables de la défaite de 1940.*

Je ne suis pas souvent sorti de mon cabinet ministériel mais, chaque fois que j'en suis sorti, j'ai traversé la grande banlieue parisienne et j'ai vu les routes couvertes de ces théories de tacots, de motos, de tandems, avec des couples d'ouvriers vêtus de pull-overs assortis, et qui montraient que l'idée de loisir réveillait, même chez eux, une sorte de coquetterie naturelle et simple ; tout cela me donne le sentiment que, par l'organisation du travail et du loisir, j'avais malgré tout apporté une espèce d'embellie, d'éclaircie dans des vies difficiles et obscures ; on ne les avait pas seulement arrachés au cabaret, on ne leur avait pas seulement donné plus de facilité pour la vie de famille, mais on leur avait ouvert la perspective d'avenir, on avait créé chez eux un espoir.

◆ Pour aller plus loin

• Bibliographie

Alain Corbin, « La révolution des loisirs », *L'Histoire*, n° 226, novembre 1998.

Begnino Cacérés, *Les origines de Peuple et culture*, 1985.

http://www.peuple-et-culture.org/IMG/pdf/caceres_40_ans_de_peuple_et_culture.pdf

Claude Thélot et Olivier Marchand, *Deux Siècles de travail en France, 1800-2000*, Nathan, 1997.

Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire, l'échappée belle*, collection Histoire, Texto, 2022.

• Sitographie

Pour retrouver la biographie de Benigno Cacérés à travers deux sites le Maitron et le Musée de la Résistance en ligne :

<https://maitron.fr/spip.php?article18290>, notice Cacérés Benigno par Vincent Peyre.

<https://museedelaresistanceenligne.org/media8121-Benigno-Cacrs-dit-Mirouze>, Benigno Cacérés, dit "Mirouze" par Alain Raffin.

Pour écouter l'émission *Radioscopie*, 20 avril 1981 (57 minutes), animée par J. Chancel. Interview de Benigno Caceres : <https://madelen.ina.fr/programme/benigno-caceres>

Pour découvrir l'organisme Peuple et Culture : <http://www.peuple-et-culture.org/spip.php?rubrique4>

Pour creuser sur le procès de Riom et Léon Blum ; le site des Archives départementales du Puy-de-Dôme : <https://www.archivesdepartementales.puy-de-dome.fr/n/la-tenue-du-proces-de-riom/n:764>

Pour écouter en replay, l'émission *Léon Blum, une vie héroïque* (2022) par Philippe Collin ; notamment l'épisode 5 : *1936 : changer la vie* (l'impact des réformes sociales dans la vie des ouvriers). Puis l'épisode 6 : *Dans les prisons de Vichy* pour mettre en valeur l'opposition de la pensée du Front populaire aux valeurs du Régime de Vichy.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/leon-blum-une-vie-heroique>